

**Décision n° 2018-0095**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 23 janvier 2018**  
**abrogeant des autorisations d'utilisation de fréquences assignées**  
**délivrées à diverses entités**  
**pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile**

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2017-0383 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 mars 2017 modifiant la décision n° 2015-1160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 1<sup>er</sup> mars 2017 modifiée portant délégation de signature ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l'annexe à la présente décision ;

**Décide :**

**Article 1.** Les autorisations d'utilisation de fréquences délivrées à diverses entités pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile sont abrogées, dans les conditions précisées en annexe à la présente décision. Les fréquences attribuées par ces autorisations sont restituées.

**Article 2.** Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux titulaires.

Fait à Paris, le 23 janvier 2018,

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI  
Directeur Mobile et Innovation

**Annexe à la décision n° 2018-0095**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 23 janvier 2018**

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants  
Restitution de fréquences

Dossier	Titulaire	Utilisation	Fréq
198602459	CENTRE HOSPITALIER D'AUCH	32 AUCH	12 VHF
199403203	COMMUNE DE DECINES CHARPIEU	69 DECINES CHARPIEU	2 UHF
200200740	INDIGO PARK	75 PARIS	2 UHF
200201111	SAUR	83 COLLOBRIERES	1 VHF
200700536	LYCEE PROFESSIONNEL AMPERE	13 MARSEILLE	1 UHF
201000016	SUN FORCE	83 RAMATUELLE	1 VHF
201001424	DEKA IMMOBILIEN INVESTMENT	92 NEUILLY SUR SEINE	1 UHF
201201242	ROLES SECURITE PRIVEE	94 CACHAN	1 UHF
201201352	EIFFAGE ENERGIE IDF	92 PUTEAUX	1 UHF
201302734	SOLUMAT	92 NANTERRE	9 UHF
201600488	SOLUMAT	75 PARIS	2 UHF
201700568	ATOS RODIOM	13 MARSEILLE	1 UHF